

L'apport des migrants au développement : une perspective économique

Philippe Wanner



Édition électronique

URL : <http://aspd.revues.org/193>

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et
du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 121-131

ISBN : 978-2-940415-07-6

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Philippe Wanner, « L'apport des migrants au développement : une perspective économique », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], Vol. 27, n°2 | 2008, mis en ligne le 22 mars 2010, Consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://aspd.revues.org/193>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© The Graduate Institute | Geneva

L'apport des migrants au développement : une perspective économique

Philippe Wanner*

Introduction

L'apport des migrations au développement économique et social des pays du Sud a été maintes fois débattu, sans qu'un consensus ne se dégage réellement à ce jour¹. Certains auteurs relèvent l'appauvrissement qu'engendre la migration, lié à la perte des compétences dans un processus dit de fuite des cerveaux ; d'autres, en revanche, considèrent la migration comme une chance pour les pays du Sud, par exemple en raison des retours de richesses et de compétences qui accompagnent tout mouvement migratoire. L'estimation des transferts de fonds de migrants – les *remittances* – et de leur impact sur l'économie représente dès lors l'une des questions essentielles pour appréhender le lien entre migration et développement. Ces transferts constituent l'objet de cette contribution.

Il est communément admis que les transferts de fonds bénéficient à la fois aux individus, aux ménages et à l'économie en général. Cependant, des distorsions générées par ces transferts peuvent également s'observer dans différents contextes. Ainsi, certains problèmes spécifiques à ces apports financiers seront relevés plus loin, comme le seront également les éléments positifs. Il importera en outre de s'interroger sur la possibilité de modifier l'utilisation qui est faite de ces flux financiers, dans le but d'obtenir de ces transferts un potentiel économique maximal. Auparavant, dans une première partie, on présentera différents éléments mettant en évidence la dimension des transferts de fonds. Nous nous intéresserons aussi aux déterminants de ces transferts, aux moyens utilisés et aux conséquences, avant de se consacrer plus particulièrement aux relations entre *remittances* et développement économique.

Quels montants transitent entre le Sud et le Nord ?

Les transferts de fonds se sont développés au rythme où se sont accrues les migrations modernes et pour cette raison, cette problématique est analysée depuis plusieurs décennies par la communauté scientifique. Cependant, ce n'est que depuis le début du ^{xxi}^e siècle que, devant l'ampleur des sommes transférées, cette question a réellement gagné une visibilité au sein des organismes internationaux, tels l'Organisation de coopération et de développement

* Professeur au Laboratoire de démographie et d'études familiales, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève.

¹ Voir par exemple : R. Faini, « Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine », *Revue d'économie du développement*, vol. 21, n° 2-3, 2007, pp. 153-182.

économiques (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation internationale des migrations ou la Banque mondiale. L'attention croissante accordée aux transferts est due non seulement à l'importance que prend le phénomène, mais aussi à l'émergence de différentes questions qui lui sont associées et qui seront décrites ci-dessous.

Les transferts de fonds sont en effet aujourd'hui en train de dépasser l'aide publique au développement de par leur importance. Ils ne représentent pas pour autant un substitut à cette aide, mais constituent pour de nombreux pays bénéficiaires une source croissante de capitaux, peu influencés par la conjoncture économique. Ces transferts ont en outre la particularité d'être distribués à un grand nombre de bénéficiaires : selon une estimation du Fonds international de développement agricole (FIDA), ils pourraient concerner une personne sur dix dans le monde².

Globalement, le phénomène des transferts est mal connu et sa description imparfaite. Bien que les outils de mesure des flux financiers entre pays se développent progressivement, il n'est aujourd'hui pas possible de disposer d'estimations précises sur les montants totaux et les biens en nature transférés par les migrants. En premier lieu, il n'est pas aisé d'établir une définition applicable des *remittances*. Ceux-ci concernent des personnes d'origine étrangère présentant de nombreux statuts : migrants selon la définition officielle des Nations unies (présents depuis une année, ou ayant l'intention de rester au moins une année dans un pays autre que leur pays de résidence avant la migration), migrants de courte durée (présents dans un pays en tant que travailleurs saisonniers, etc.), clandestins, ou encore natifs d'origine étrangère ayant conservé des liens avec le pays d'origine, voire même, dans certains pays, travailleurs frontaliers³. L'origine des fonds transférés est également très diverse ; il peut s'agir de sommes économisées régulièrement et envoyées dans le pays, de montants rapatriés au moment du retour, de transferts sociaux après la fin de la migration, etc., ce qui accroît encore les problèmes de mesure. Dans une problématique de développement, la totalité des montants transférés devrait être prise en compte pour appréhender correctement l'impact de ces fonds. Les sources utilisées pour la mesure des flux financiers – que ce soit la statistique de la balance des paiements ou les enquêtes – couvrent cependant difficilement l'ensemble des possibilités de rapatriement. Une dernière limite consiste dans le fait que les transferts ne s'effectuent pas toujours par des modes d'envois formels et officiellement enregistrés ; dans certains contextes, les transferts informels sont majoritaires.

Plusieurs organismes internationaux se sont cependant lancés dans la mesure du phénomène et différentes estimations circulent. La plus détaillée et la plus pertinente de ces estimations est probablement celle du FIDA, sur laquelle nous nous

² FIDA, *Travailleurs migrants et envois de fonds*, Rome, FIDA, décembre 2007, <http://www.ifad.org/events/remittances/maps/brochure_f.pdf>.

³ Selon la définition officielle, les transferts de fonds comprennent les envois réguliers de la part de travailleurs migrants, mais également les rémunérations des salariés résidant à l'étranger pour moins de douze mois et les transferts de capital des migrants passant d'un pays à l'autre pour y travailler. Ces trois catégories rendent complexe la mesure harmonisée du phénomène, cela d'autant plus que l'argent et les biens transitent souvent (dans 10 % à 50 % des cas) sous la forme d'envois informels non mesurables. Voir : S. Puri and T. Ritzema, *Migrant Worker Remittances, Micro-Finance and the Informal Economy: Prospects and Issues*, Working Paper, n° 21, Social Finance Unit, Geneva, International Labour Organization, 1989.

reposons ici⁴. Cet organisme publie annuellement des données statistiques, qui pour 2006 évaluent à un nombre hypothétique de 1,5 milliard les envois de fonds vers des pays en transition ou en développement (soit approximativement dix envois par migrant), totalisant 300 milliards de dollars. Ce montant ne tient pas compte des transferts entre pays riches, qui représentent également un volume important, ni des échanges financiers entre migrants qui vivraient dans un même pays d'accueil. Il est largement supérieur à l'estimation de l'OCDE pour 2002, qui chiffre à 149,4 milliards de dollars le montant total des envois formels.

Même si tous les chiffres disponibles sont à prendre avec prudence, ils fournissent cependant une appréciation de l'impact des migrations sur les revenus des pays du Sud. Ainsi, toujours selon le FIDA, les principaux pays bénéficiaires de ces transferts sont indéniablement les pays d'Asie, avec un total de 114 milliards de dollars (dont en particulier 24,5 milliards pour l'Inde, 21 milliards pour la Chine et 15 milliards pour les Philippines), devançant l'Amérique latine (68 milliards de dollars, dont 24 milliards pour le seul Mexique) et les pays d'Europe centrale, du Sud-Est et de l'Est (51 milliards de dollars, dont 14 milliards pour la Fédération de Russie et 8,5 milliards pour l'Ukraine)⁵. Le continent africain se situe en retrait, avec une estimation de 39 milliards de dollars (dont plus de 5 milliards pour l'Algérie, le Maroc et le Nigeria), soit un peu plus que le Moyen-Orient (30 milliards de dollars, dont 7,5 milliards pour la Turquie et 5,5 milliards pour le Liban). Près de 60 pays au monde bénéficieraient annuellement de transferts atteignant un milliard de dollars, et 19 pays d'Afrique reçoivent chaque année un montant supérieur à un demi-milliard de dollars.

En dollars par habitant, la Jamaïque reçoit, selon le FMI, un montant dépassant 500 dollars⁶. Le premier pays africain serait le Cap-Vert avec 320 dollars par habitant, soit la même somme que la Croatie. Globalement, les transferts de fonds par habitant représentent moins de 20 dollars par habitant en Afrique, contre 60 dollars pour l'Amérique latine⁷.

Finalement, exprimés en pourcentage du produit national brut, ces transferts atteignent le seuil de 10% dans une vingtaine de pays du monde⁸ et dépassent même 20% en Moldavie, en Jordanie, au Cap-Vert ou au Lesotho. Ces chiffres, déjà impressionnants en soi, doivent être considérés en tenant compte du fait que l'effet économique des transferts est multiplié. Injecter de l'argent dans une économie revient en effet à promouvoir les capacités de production par un effet de multiplication, dû au fait que l'argent circule d'une personne à l'autre. Selon J.E. Durand, A. Parrado et D.S. Massey, chaque dollar injecté dans l'économie des pays du Sud à la suite de transferts de fonds engendrerait 4 dollars de dépenses en biens et services⁹. Un peu plus prudent, D. Ratha, dans le cas du

⁴ FIDA, *op. cit.*

⁵ *Ibid.*

⁶ FMI, *Annuaire statistique de la balance des paiements 2003*, Washington, DC, FMI.

⁷ OCDE, *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE, 2005.

⁸ Tonga, Cisjordanie et Gaza, Lesotho, Jordanie, Cap-Cert, Moldavie, Vanuatu, Bosnie-et-Herzégovine, Guyane, Jamaïque, Albanie, Macédoine, Nicaragua, El Salvador, République du Yémen, République dominicaine, Ghana, Arménie et Honduras (FMI, *op. cit.*).

⁹ J.E. Durand, A. Parrado and D.S. Massey, «Migradollars and Development: A Reconsideration of the Mexican Case», *International Migration Review*, vol. 30, n° 2, 1996, pp. 423-444. Voir également: J.E. Taylor, «The new Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process», *International Migration*, vol. 37, n° 1, 1999, pp. 63-89.

Mexique, suggère des taux de multiplication de l'ordre de 2,69 en milieu urbain et de 3,17 en milieu rural¹⁰.

Transférer des fonds: déterminants et modes d'envoi

Comprendre le rôle que peuvent jouer ces transferts pour le développement des pays du Sud nécessite, bien évidemment, de connaître les motifs qui les sous-tendent¹¹. Pour certains auteurs, tels T. Straubhaar et F.P. Vadean, les transferts résultent intuitivement d'un comportement «altruiste» ou de solidarité intrafamiliale, dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des membres de la famille restés au pays¹². Ils ont parfois aussi pour objet de «rembourser» la dette familiale liée au financement des études du migrant ou de la migration de ce dernier. On trouve ici la suggestion d'une pression familiale qui incite au départ, mais qui nécessite un retour financier. Les transferts résultent cependant aussi d'un intérêt plus personnel, par exemple lorsqu'il s'agit d'accumuler des biens dans le pays d'origine en prévision d'un retour, en vue du développement d'un commerce ou d'une industrie, ou simplement à des fins d'investissements économiques. Dans tous les cas, le migrant et la famille restée au pays ne sont pas seulement les acteurs, mais aussi les premiers bénéficiaires de ces transferts. Ce sont également eux qui décident de l'affectation des montants transférés.

Compte tenu de l'importance de cette dimension individuelle ou familiale, le nombre de transferts et les montants transférés dépendent à la fois des liens familiaux conservés après la migration et des conditions de vie de la famille restée au pays. Plus les conditions de vie de cette dernière sont précaires, plus élevés seront les probabilités de bénéficier de montants gagnés à l'étranger de même que le risque de voir s'installer une dépendance économique vis-à-vis de ces transferts. Inversement, les transferts ne sont plus aussi indispensables lorsque la situation économique du ménage s'améliore ou que l'écart entre les conditions de vie des migrants et celles des ménages bénéficiaires diminue.

Le même constat se vérifie à l'échelle des communautés locales, dont le niveau de développement peut influencer les transferts perçus. En cas de pauvreté ou de crise politique, sanitaire ou économique, les éventuels migrants résidant à l'étranger seront mobilisés. Dans le cas contraire, les transferts de fonds risquent de se réduire. Cela donne naissance au caractère contracyclique de ces fonds, qui augmentent en cas de difficulté économique.

Les comportements des migrants sont également influencés par la trajectoire migratoire qui est suivie. Il est en particulier démontré que les souhaits et les attentes concernant un éventuel retour dans le pays d'origine influencent l'envoi de fonds¹³. En outre, on observe en règle générale que l'accroissement de la

¹⁰ D. Ratha, «Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance», in World Bank, *Global Development Finance 2003*, Washington, DC, The World Bank, pp. 157-175

¹¹ Pour une revue des différentes explications des transferts de fonds, voir: OCDE, *op. cit.*

¹² T. Straubhaar and F.P. Vadean, «Introduction. Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement», in Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE, 2005, pp. 13-40.

¹³ D.J. Conway and H. Cohen, «Consequences of Migration and Remittances for Mexican Transnational Communities», *Economic Geography*, vol. 74, n° 1, 1998, pp. 26-44.

durée d'établissement dans le pays d'accueil conduit à une diminution des montants envoyés. Le type de migration – individuelle ou familiale – influence également beaucoup les transferts.

Pour cette raison, les politiques migratoires peuvent agir indirectement sur les transferts. J.-C. Dumont et R. Faini relèvent en particulier que la sélectivité qui caractérise désormais les politiques migratoires des pays occidentaux, lesquels visent à favoriser la migration hautement qualifiée, aura certainement des conséquences sur les sommes transférées¹⁴. Il est en effet probable qu'un migrant hautement qualifié présente des stratégies d'envoi différentes qu'un migrant non qualifié, ne serait-ce qu'en raison des différentiels entre les salaires et entre les attentes liées à la migration. Cependant, les études portant sur ce thème aboutissent encore à des résultats contradictoires, d'où la nécessité d'analyses plus approfondies pour l'appréhender correctement.

Lorsqu'il envoie des fonds dans la perspective de préparer son propre retour, le migrant sera influencé par la situation financière dans le pays d'origine. Au cas où des opportunités d'investissement (traduites par les taux d'intérêt, l'inflation, les rendements des investissements, etc.) s'observent, non seulement les capitaux transférés tendent à augmenter, mais leur impact sur le développement économique du pays s'accroît.

La nature privée des transferts et leur objectif premier, celui de vouloir accroître les conditions de vie des ménages restés au pays, conduisent à des envois réguliers – souvent mensuels – de sommes relativement restreintes: une enquête effectuée en Suisse indique ainsi que les ménages migrants de Serbie envoient annuellement un montant médian de 3000 francs suisses réparti en plusieurs transferts. Cette somme est proche de celle articulée par une étude américaine, laquelle estime à 3000 dollars le montant moyen transféré chaque année par les migrants latino-américains. Des différences s'observent selon la nationalité: les Mexicains verseraient près de 400 dollars par mois, soit 22% de leur revenu, deux fois plus que les ressortissants de République dominicaine, par exemple¹⁵.

Le choix des modes de transfert utilisés est influencé par les déterminants des transferts, mais dépend aussi des structures bancaires des pays de départ et surtout de destination. En raison de la faible implantation des institutions bancaires dans les pays du Sud, en particulier dans les régions rurales, les transferts de fonds s'appuient sur des acteurs financiers spécifiques, des plus étendus, tels Western Union (qui dispose de 170 000 agences à travers le monde), aux plus limités, tels que certains *ethnic stores* se focalisant sur un seul groupe de migrants. À côté de ces intermédiaires dont l'activité est spécifiquement consacrée aux transferts de fonds des migrants, les banques et offices postaux ne jouent un rôle prépondérant, lié à des tarifs attractifs, que dans les pays où les agences sont en nombre suffisant. La prudence avec laquelle les banques entrent dans le marché des transferts de fonds s'explique en premier lieu par l'absence d'infrastructure dans les pays de destination; des aspects liés

¹⁴ J.-C. Dumont, «Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. Commentaires», *Revue d'économie du développement*, vol. 21, n° 2-3, 2007, pp. 189-194. R. Faini, *op. cit.*

¹⁵ M. Orozco, *Remittances to Latin America and the Caribbean: Issues and Perspectives on Development*, Report Commissioned by the Office for the Summit Process, Washington, DC, Organization of American States, September 2004.

à la sécurité interviennent également, les transferts étant parfois suspectés de contribuer au financement du terrorisme ou de servir au blanchiment de fonds.

Dans ce contexte, un nombre important de transferts, jusqu'à 80 % selon le pays, se font par des modes informels. Ces derniers prennent des formes et des noms différents, tels les *hawâla* chez les migrants d'Asie du Sud et du Moyen-Orient ou les *hundi* chez les migrants de l'Inde. Ils reposent généralement sur des réseaux transnationaux, un intermédiaire, membre de la communauté dans le pays d'accueil, recevant l'argent du migrant et donnant l'ordre à un intermédiaire dans le pays d'origine de verser le montant correspondant au bénéficiaire du transfert. Des mécanismes de compensation mis en place entre les deux intermédiaires garantissent le fonctionnement de ce mode de transfert, qui est tout aussi rapide que les modes formels et souvent moins coûteux.

Parfois, cependant, des méthodes plus précaires sont utilisées qui pour le migrant présentent souvent un risque important de voir son argent détourné. C'est le cas par exemple des envois de liquidités par la poste ou des transferts physiques à l'aide d'un intermédiaire. Les coûts des transferts par instituts financiers et la faible confiance accordée aux systèmes bancaires soutiennent ces pratiques. Même dans les pays bénéficiant d'un réseau bancaire élargi, les montants transférés physiquement représentent une part non négligeable des envois. Selon un rapport, 10 % des montants transférés en Amérique latine se font de cette manière, alors que les envois de liquidités dans des enveloppes pourraient constituer 5 % des transferts¹⁶.

A l'exception de certains pays d'Amérique latine tels le Guatemala, le Honduras et l'Equateur, où les établissements bancaires sont bien implantés et accessibles à plus de 30 % de la population¹⁷, la majorité des transferts de fonds sont perçus directement par les bénéficiaires, sans transiter par un compte bancaire. En effet, transmettre des fonds en utilisant les moyens bancaires nécessite l'ouverture d'un compte (à la fois pour le migrant et le bénéficiaire), ce qui n'est pas toujours aisé pour des raisons liées au statut de séjour (clandestinité) ou à la proximité, comme la disponibilité d'une agence dans le voisinage.

Ces différents aspects organisationnels peuvent influencer les montants transférés et leur utilisation. En effet, en fonction du type d'envoi, des variations peuvent s'observer en ce qui concerne la part des montants qui est restituée aux familles. Il convient de préciser qu'en raison du développement des technologies, le coût effectif d'un envoi diminue rapidement alors même que la vitesse de transmission s'accroît. Par contre, les tarifs des organismes financiers suivent en règle générale les lois du marché plus qu'ils ne correspondent aux coûts réels. Ainsi, les méthodes officieuses telles que le *hawâla* sont peu coûteuses (entre 1,5 % et 2 % du montant)¹⁸ alors que les dispositifs formels pratiquent des tarifs très élevés pouvant dépasser 10 % du montant.

L'importance de ces frais a été pointée du doigt par de nombreux observateurs. En Suisse, dans son postulat du 4 octobre 2005, le conseiller national Carlo

¹⁶ R. Suro, S. Bendixen, B.L. Lowell and D.C. Benavides, *Billions in Motion: Latino Immigrants, Remittances and Banking*, Washington, DC, Pew Hispanic Center; Multilateral Investment Fund, 2002.

¹⁷ M. Orozco, *op. cit.*

¹⁸ OCDE, *op. cit.*

Sommaruga a demandé de mettre en place des mécanismes limitant ces frais. Ce postulat a été rejeté sous le prétexte que le nombre d'entreprises en Suisse garantissait le principe de la libre concurrence et, par là, la baisse des commissions prélevée, lesquelles devraient correspondre aux coûts effectifs. Cependant, il conviendrait de vérifier cette affirmation à la lumière du fait que la situation dans le pays d'origine – soit la présence d'agences disponibles dans les régions d'habitation des bénéficiaires – intervient autant sinon plus que celle qui prévaut dans le pays d'accueil.

Le cas des Etats-Unis montre cependant que les frais peuvent diminuer lorsque la concurrence est effectivement observée. Entre 1990 et 2002, le nombre d'instituts financiers disponibles à la fois aux Etats-Unis et dans le pays d'origine est monté de trois à huit pour le Mexique et de trois à six pour la République dominicaine ou le Salvador, avec pour conséquence une réduction sensible des coûts d'envoi qui sont passés de 15 % à 5 % environ du montant transféré¹⁹.

Les impacts des transferts de fonds sur le développement économique et social des pays bénéficiaires

Idéalement, pour juger correctement de l'impact des transferts de fonds, il conviendrait de comparer la situation observée en présence de ceux-ci avec celle qui résulterait d'une absence de transferts. Cependant, aucun modèle n'a à ce jour tenté cette comparaison, et la littérature se limite généralement à décrire et interpréter des impacts observés empiriquement dans les pays concernés par l'émigration²⁰, sans forcément tenir compte du coût induit (émigration des personnes qualifiées, déséquilibre sur le marché du travail, etc.). Selon les expériences recensées, les transferts de fonds sont supposés agir positivement sur le développement économique et social des pays bénéficiaires.

Il est communément admis que l'impact des transferts sur le développement dépend de l'utilisation qui en est faite, l'hypothèse étant qu'ils sont les plus utiles lorsqu'ils sont employés comme investissements pour des activités économiques. Or, une étude récente de la Banque mondiale, menée dans six pays de l'ex-URSS, a montré par exemple que les investissements dans le capital humain (formation) et l'épargne représentent 10 % à 15 % des montants perçus, alors que les investissements dans l'économie sont marginaux (5 % environ)²¹. Le solde (80 %) est destiné à la consommation, avec une priorité pour des biens de première nécessité. Des proportions similaires sont observées parmi les ménages latino-américains bénéficiant de transferts des Etats-Unis²². La part des montants consacrés aux biens de consommation est particulièrement élevée lorsque les ménages bénéficiaires présentent un faible niveau de vie ; dans un tel contexte, le premier impact des transferts est la réduction de la pauvreté des ménages. Cette fonction d'assurance garantie par les migrants envoyant des

¹⁹ M. Orozco, *Workers' Remittances: Issues and Best Practices*, Testimony presented to the US House Committee on Financial Services hearing entitled « Remittances: Reducing Costs, Increasing Competition, and Broadening Access to the Market », 1 October 2003.

²⁰ Voir par exemple : OCDE, *op. cit.*

²¹ World Bank, *Migration and Remittances: Eastern Europe and the Former Soviet Union*, Washington, DC, The World Bank, 2006.

²² M. Orozco, *Remittances to Latin America and the Caribbean*, *op. cit.*

fonds est, comme nous l'avons mentionné plus haut, favorisée par un caractère contracyclique, qui conduit à une augmentation des montants envoyés lorsque des crises économiques ou politiques touchent les membres de la famille restée au pays.

Plusieurs risques associés à ces transferts sont avérés et doivent être pris en compte au moment d'une discussion générale de leur impact²³. En particulier, les ménages ne bénéficient pas tous de transferts monétaires depuis l'étranger et un risque d'accroissement des inégalités est parfois suspecté entre ceux qui reçoivent de l'argent de l'étranger et les autres. C'est le cas par exemple au Pakistan, où seuls les ménages les mieux positionnés dans l'échelle sociale sont à même de financer la migration de l'un de leurs membres et de retirer les éventuels bénéfices de cette migration²⁴. Dans le cas de l'Albanie, les transferts ont accru les écarts entre les régions pauvres et les régions riches, ces dernières drainant les migrants internes et accueillant les familles des migrants internationaux²⁵. En revanche, les Mexicains vivant dans les régions les plus pauvres présentent les probabilités les plus élevées de migrer à l'étranger²⁶. A l'échelle des pays, un accroissement des inégalités lié à la répartition des transferts de fonds s'observe aussi puisque ce sont surtout les pays en transition (Inde, Chine, etc.) qui profitent des transferts alors que les pays les plus pauvres n'en bénéficient que de manière marginale.

Outre le risque d'accroissement des inégalités, la dépendance économique qu'entraînent les fonds transférés peut également être un point négatif. Il y a quelques années, les transferts étaient fréquemment accusés de « créer l'envie et d'éroder les habitudes professionnelles », pour reprendre les termes de C.B. Keely et Bao Nga Tran citant S.S. Russell²⁷. Plus récemment, I. Gedeshi a suggéré, à propos de l'Albanie, que la migration peut être considérée comme une condition nécessaire pour atteindre un standard de vie défini comme acceptable²⁸. En outre, des auteurs ont montré que le fait de bénéficier de fonds de l'étranger réduit l'activité professionnelle dans le ménage des bénéficiaires, ceux-ci ayant moins d'intérêt à travailler pour de faibles salaires quand l'argent gagné à l'étranger leur permet de vivre²⁹.

Mais la critique la plus virulente concerne les comportements de consommation et d'investissement peu adaptés des bénéficiaires. Accusés de ne pas « jouer le jeu » du développement, ceux-ci se voient souvent reprocher de ne pas investir

²³ J.-C. Dumont, *op. cit.*

²⁴ R.H. Adams, « Remittances, Investment and Rural Asset Accumulation in Pakistan », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 47, n° 1, October 1998, pp. 155-173.

²⁵ M. Lerch, *Les transferts de fonds des migrants albanais. Facteurs déterminant leur réception*, Neuchâtel, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, 2006.

²⁶ O. Stark and J.E. Taylor, « Relative Deprivation and International Migration », *Demography*, vol. 26, n° 1, 1989, pp. 1-14.

²⁷ « [...] remittances are accused of creating envy and eroding work habits » (S.S. Russell, « Remittances from International Migration: A Review in Perspective », *World Development*, vol. 14, n° 6, 1986, p. 678, cité in : C.B. Keely and Bao Nga Tran, « Remittances from Labor Migration: Evaluations, Performance and Implications », *International Migration Review*, vol. 23, n° 3, 1989, p. 502).

²⁸ I. Gedeshi, « Role of Remittances from Albanian Emigrants and Their Influence in the Country's Economy », *Eastern European Economics*, vol. 40, n° 5, 2002, pp. 49-72.

²⁹ Voir par exemple : R. Chami, C. Fullenkamp and S. Jahjah, *Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?*, Working Paper, n° 03/189, Washington, DC, International Monetary Fund (IMF), 2003.

dans des activités génératrices d'emplois ou de richesse. Comment, cependant, modifier l'affectation des ressources de la migration ? La question reste ouverte et les tentatives d'utiliser une part des transferts pour le développement économique, social et des infrastructures demeurent le plus souvent limitées à des approches locales, peu nombreuses et au succès mitigé.

A l'échelle macroéconomique, le principal intérêt des transferts est de fournir des devises parfois nécessaires pour rééquilibrer les balances des paiements. Ils fournissent également des possibilités d'investissement, dont les effets ne sont pas toujours bénéfiques. Ainsi, une inflation a été observée dans certains contextes à la suite de l'accroissement des flux financiers issus de la migration³⁰. En outre, les transferts, lorsqu'ils sont investis dans l'économie, peuvent inciter les gouvernements à retarder leurs propres investissements³¹.

En conclusion : comment utiliser les transferts de fonds pour le développement

Dotés d'un grand potentiel, les transferts de fonds ne contribuent pas toujours d'une manière optimale au développement des pays les plus pauvres. Les principaux bénéficiaires de ces transferts, à l'échelle des Etats, sont certains pays en transition qui comptent une proportion élevée d'émigrants – et même dans ces pays, l'impact des transferts n'est pas totalement exploité et peut conduire à des inégalités entre bénéficiaires et non-bénéficiaires.

De nombreuses initiatives ont tenté d'améliorer la situation, mais elles sont limitées par le fait que les envois de fonds s'organisent entre partenaires privés, libres décideurs de l'affectation de leurs ressources. Dès lors, seules des mesures fortement incitatives peuvent orienter l'utilisation de ces fonds. Des exemples de *best practices* montrent que des financements mixtes peuvent parfois mener à des résultats concluants³². C'est le cas par exemple du programme *Tres por uno*, datant de la fin des années 1980, qui, pour chaque dollar investi par les migrants dans des projets d'intérêt public, prévoit 3 dollars alloués par les gouvernements locaux, régionaux et fédéraux.

L'analyse des transferts de fonds montre également en premier lieu que, si elles étaient mieux adaptées, les politiques migratoires des pays du Nord pourraient certainement accroître leur action contre la pauvreté des pays du Sud. En effet, ces politiques s'organisent aujourd'hui autour de critères sélectifs visant à favoriser la migration de personnes hautement qualifiées et de leur famille. Pour cette raison, la probabilité d'émigrer en direction des pays du Nord est moindre dans les pays à plus faible revenu alors qu'elle tend à augmenter dans les pays en transition, où la population est mieux formée et rencontre plus d'occasions d'émigrer. Par conséquent, les bénéfices de la migration se dirigent en premier lieu vers les pays dotés d'infrastructures de formation soutenant les opportunités migratoires, comme l'Inde ou la Chine, et beaucoup moins vers les pays les plus pauvres, tels ceux d'Afrique subsaharienne. Ainsi, concilier

³⁰ Voir : OCDE, *op. cit.*, qui cite l'exemple des terrains en Egypte qui prirent de la valeur consécutivement à l'accroissement de la demande.

³¹ N.P. Glytsos, « The Role of Migrant Remittances in Development : Evidence from Mediterranean Countries », *International Migration*, vol. 40, n° 1, 2002, pp. 5-26.

³² Voir : OCDE, *op. cit.*

migration et développement nécessiterait de s'interroger sur les possibilités migratoires offertes aux ressortissants de ces pays restés à ce jour en marge de la migration internationale. Or, les politiques migratoires prévalant actuellement dans les pays du Nord s'écartent de cette option.

En outre, afin que la migration contribue pleinement à des objectifs de développement, les liens entre le migrant et son pays d'origine doivent absolument être préservés. Un tel objectif est atteint soit lorsque la migration est transitoire, organisée sur plusieurs années avec l'idée bien établie de rentrer dans le pays d'origine, soit lorsqu'elle s'accompagne de contacts réguliers et étroits avec le pays d'origine ; de telles migrations offrent alors les meilleures capacités d'accroître non seulement les fonds rapatriés, mais aussi les compétences humaines qui transitent d'un pays à l'autre. Concilier migration et développement nécessite ainsi d'envisager des mesures favorisant une certaine forme de circulation des personnes, qui inclurait aussi les ressortissants des pays les plus pauvres. Enfin, la mise en place de mesures destinées à diminuer les frais des transferts et sécuriser les envois de fonds reste encore aujourd'hui une priorité.

Références bibliographiques

- Adams, R.H., «Remittances, Investment and Rural Asset Accumulation in Pakistan», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 47, n° 1, October 1998, pp. 155-173.
- Chami, R., C. Fullenkamp and S. Jahjah, *Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development ?*, Working Paper, n° 03/189, Washington, DC, International Monetary Fund (IMF), 2003.
- Conway, D.J. and H. Cohen, «Consequences of Migration and Remittances for Mexican Transnational Communities», *Economic Geography*, vol. 74, n° 1, 1998, pp. 26-44.
- Dumont, J.-C., «Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. Commentaires», *Revue d'économie du développement*, vol. 21, n° 2-3, 2007, pp. 189-194.
- Durand, J.E., A. Parrado and D.S. Massey, «Migradollars and Development: A Reconsideration of the Mexican Case», *International Migration Review*, vol. 30, n° 2, 1996, pp. 423-444.
- Faini, R., «Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine», *Revue d'économie du développement*, vol. 21, n° 2-3, 2007, pp. 153-182.
- Fonds international de développement agricole (FIDA), *Travailleurs migrants et envois de fonds*, Rome, FIDA, décembre 2007, <http://www.ifad.org/events/remittances/maps/brochure_f.pdf>.
- Fonds monétaire international (FMI), *Annuaire statistique de la balance des paiements 2003*, Washington, DC, FMI.
- Gedeshi, I., «Role of Remittances from Albanian Emigrants and Their Influence in the Country's Economy», *Eastern European Economics*, vol. 40, n° 5, 2002, pp. 49-72.
- Glytsos, N.P., «The Role of Migrant Remittances in Development: Evidence from Mediterranean Countries», *International Migration*, vol. 40, n° 1, 2002, pp. 5-26.
- Gubert, F., «Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. Commentaires», *Revue d'économie du développement*, vol. 21, n° 2-3, 2007, pp. 183-188.
- Keely, C.B. and Bao Nga Tran, «Remittances from Labor Migration: Evaluations, Performance and Implications», *International Migration Review*, vol. 23, n° 3, 1989, pp. 500-525.
- Lerch, M., *Les transferts de fonds des migrants albanais. Facteurs déterminant leur réception*, Neuchâtel, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, 2006.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE, 2005.
- Orozco, M., *Remittances to Latin America and the Caribbean: Issues and Perspectives on Development*, Report Commissioned by the Office for the Summit Process, Washington, DC, Organization of American States, September 2004.
- Orozco, M., *Workers' Remittances: Issues and Best Practices*, Testimony presented to the US House Committee on Financial Services hearing entitled «Remittances: Reducing Costs, Increasing Competition, and Broadening Access to the Market», 1 October 2003.

- Puri, S. and T. Ritzema, *Migrant Worker Remittances, Micro-Finance and the Informal Economy: Prospects and Issues*, Working Paper, n° 21, Social Finance Unit, Geneva, International Labour Organization, 1989.
- Ratha, D., «Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance», in World Bank, *Global Development Finance 2003*, Washington, DC, The World Bank, pp. 157-175.
- Russell, S.S., «Remittances from International Migration: A Review in Perspective», *World Development*, vol. 14, n° 6, 1986, pp. 677-696.
- Stark, O. and J.E. Taylor, «Relative Deprivation and International Migration», *Demography*, vol. 26, n° 1, 1989, pp. 1-14.
- Straubhaar, T. and F.P. Vadean, «Introduction. Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement», in Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE, 2005, pp. 13-40.
- Suro, R., S. Bendixen, B.L. Lowell and D.C. Benavides, *Billions in Motion: Latino Immigrants, Remittances and Banking*, Washington, DC, Pew Hispanic Center; Multilateral Investment Fund, 2002.
- Taylor, J.E., «The new Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process», *International Migration*, vol. 37, n° 1, 1999, pp. 63-89.
- World Bank, *International Conference on Migrant Remittances: Development Impact, Opportunities for the Financial Sector and Future Prospects: Report and Conclusions*, London, Department for International Development; The World Bank; International Migration Policy Programme, 2003.
- World Bank, *Migration and Remittances: Eastern Europe and the Former Soviet Union*, Washington, DC, The World Bank, 2006.